

## **Passage de l'oléoduc Énergie Est dans la Capitale-Nationale Le CRE – Capitale nationale et le Mouvement Stop Oléoduc rejettent les arguments du maire de Québec**

**Québec, mardi 16 février 2016** – Le maire de Québec, Régis Labeaume, se prononçait hier en faveur du projet d'oléoduc Énergie Est. Le Conseil régional de l'environnement de la Capitale-Nationale et le Mouvement Stop Oléoduc souhaitent remettre les pendules à l'heure.

Contrairement aux idées reçues, le transport du pétrole par pipeline n'est pas plus sécuritaire que le transport par train ou par camion. Rien qu'au Canada, le nombre d'accidents a triplé dans les dix dernières années. Entre 2000 et 2012, 1 047 accidents ont été recensés (fuites, incendies, explosions, etc.) blessant ou causant la mort de travailleurs. Plus important encore, ce projet d'oléoduc ne réduira en aucun cas la quantité de pétrole transporté par train ou par camion, bien au contraire, et multipliera le risque de catastrophes humaines et environnementales.

Ensuite, le pétrole importé au Canada ne provient pas de la Mer du Nord, de l'Algérie ou de l'Arabie Saoudite comme semble le croire monsieur Labeaume. Le Québec a importé son pétrole essentiellement des États-Unis dans les dernières années. Rappelons également que la province ne tirera aucun bénéfice de ce projet dont le pétrole est destiné à l'exportation. « Les citoyens réclament des consultations publiques pour favoriser la diffusion des informations et la transparence dans les décisions de nos élus », déclare Anne-Céline Guyon, porte-parole du Mouvement Stop Oléoduc.

Alors que le projet de l'oléoduc Énergie Est génèrera annuellement 30 à 32 millions de tonnes de GES supplémentaires, soit l'équivalent des émissions générées par 7 millions d'automobiles sur nos routes, sa construction nous éloignerait de nos objectifs de réductions de gaz à effet de serre. « Il est urgent de changer notre vision en matière d'énergie et de mettre en place des politiques cohérentes et durables, notamment en matière de transport et d'aménagement du territoire. Arrêtons par exemple d'élargir nos autoroutes et de favoriser l'étalement urbain », précise Alexandre Turgeon, directeur général du Conseil régional de l'environnement de la Capitale-Nationale. « Ce n'est qu'à cette condition que nous pourrons nous affranchir du pétrole ».